

Bouches-du-Rhône. "On va droit dans le mur" : le secteur du médico-social tire la sonnette d'alarme

Manque de personnel, manque d'attractivité, manque de moyens... Les professionnels du secteur médico-social veulent alerter sur leur situation qui se dégrade de plus en plus.



Manque de personnel, manque d'attractivité, manque de moyens... Les professionnels du secteur médico-social veulent alerter sur leur situation qui se dégrade de plus en plus. (©Illustration / Adobe Stock)

Par **Anne Bouaziz**

Publié le 29 Oct 21 à 17:31

C'est historique. Pour la première fois, les différentes **associations du médico-social** se sont réunies en ce début de semaine à **Marseille** afin d'alerter sur leur situation. Peu à peu, les professionnels de ce secteur se sentent désarmés. « On va droit dans le mur, on va aller vers des fermetures » assènent **le directeur général de l'Unapei Alpes Provence, Jean-Yves Lefranc**, et **la présidente** de cette même association, **Odile Lieutaud** à *Actu Marseille*.

Manque d'attractivité du secteur, manque de moyen... Des facteurs qui provoquent « une inquiétude évidente et une angoisse » pour **Fabien Micaelli**, petit-frère d'Alexandre, personne en situation de handicap qui réside justement dans l'un des centres d'accueil de l'Unapei Alpes Provence.

Près de 500 postes vacants

« Mais que va être la suite ? » s'interroge Fabien Micaelli qui poursuit : « Pour nous les familles, ça nous fait du mal de voir qu'on est dans ce projet toujours au rabais pour ces personnes en situation de handicap. De l'extérieur, on pourrait croire que les familles se déchargent mais non. C'est vraiment essentiel. La famille ne suffit pas... ».

Plus le temps passe, plus **le nombre de postes vacants augmente**. « Nous n'arrivons plus à recruter. Nous comptons aujourd'hui **490 postes vacants** parmi toutes les associations du médico-social dans les Bouches-du-Rhône » regrette Jean-Yves Lefranc.

Onze associations réunies ce mardi, représentant près de **7.000 salariés**, qui seront tous « en très grande difficulté » souligne le directeur général de l'Unapei Alpes Provence pour qui il est primordial **de revaloriser le secteur**.

« C'est réellement catastrophique. On a l'impression que nous ne sommes pas entendus. C'est pour ça que nous nous sommes réunis. Vous vous rendez compte ? 7.000 salariés ? L'impact que ça peut avoir sur ces personnes qui ont besoin d'être suivies et accompagnées ? Ce n'est pas entendable ! » fustige-t-il.

Une rémunération précaire

« On a plus de paramédicaux, plus d'assistance sociale, plus d'éducateurs... Ils s'en vont un à un. En fait, aujourd'hui, au lieu d'avoir un accompagnement dégradé, certains établissements vont tout simplement être obligés de fermer des services ».

Ce qui amène ensuite Jean-Yves Lefranc à dénoncer **une rémunération précaire**, un fait qui reste problématique malgré **l'application du Segur de la santé**. « L'application du Segur ne peut pas s'appliquer qu'à une partie des salariés, il doit se faire à tout le personnel de santé pour avoir un regain d'attractivité du médico-social et combler enfin les postes vacants » ajoute de son côté Fabien Micaelli qui remarque les conséquences provoquées par le manque de personnels et de moyens sur le quotidien de son grand-frère Alexandre.

À commencer par **le turnover du personnel**. « Les personnes en situation de handicap ont besoin de repères. Il y a un lien affectif qui se crée avec les encadrants et des habitudes à conserver. Le manque de personnel qui vient s'ajouter au turnover donne lieu à une déshumanisation » déplore Fabien Micaelli.

Les services se détériorent

Turnover, moins de personnel et donc « moins de temps passé avec ces personnes » poursuit-il. « À plusieurs reprises, nous avons pu constater des problèmes liés à l'hygiène, des oublis sur l'accompagnement d'une personne. Par exemple avec mon grand-frère, on a pour habitude d'indiquer sur le carnet de vie certains souhaits comme pouvoir l'appeler. Mais le service se détériore et c'est oublié ».

Enfin, dernier point que regrette Fabien Micaelli : **l'aspect social de ces structures médico-social** se dégrade lui aussi. Alors que plusieurs activités sont normalement organisées afin de stimuler les bénéficiaires, le manque de personnels et de moyens empêchent les établissements à continuer d'en proposer. « Des régressions ont d'ailleurs été constatées chez plusieurs personnes » commente le petit-frère d'Alexandre.

« Si ça continue, ça va être dramatique » continue le directeur avant de conclure « il faut agir au plus vite, il faut avoir des échéances. Les premières victimes de cette situation sont les personnes en situation de